Assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme dans le sud de la Méditerranée







Mis en œuvre par le Conseil de l'Europe

SNAC 3 - Maroc

Rapport d'activités - (2019) #1

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ DU PROJET

Entité chargée de la mise en œuvre :

Division de la criminalité économique et de la coopération, Département de la lutte contre la criminalité, Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, DGI - Droits de l'homme et État de droit

Type d'activité:

Atelier de formation sur la criminalité économique et financière à l'intention des juges et des procureurs.

Programme/Projet:

SNAC 3 - Assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme dans le Sud de la Méditerranée

Pays/Région:

Région MENA - Maroc

Date et lieu:

Rabat, Maroc, 9-10 avril 2019

Secrétariat du Conseil de l'Europe :

M. Jose-Luis Herrero Ansola, Chef de bureau, Bureau du Conseil de l'Europe au Maroc Mme Joana Kashi, Coordinatrice de projet

Participants:

30 participants (une femme; 29 hommes)

Nombre total de participants :

36 participants

Institutions/organisations partenaires:

Cette activité a été préparée en coordination avec l'INPPLC et le Ministère Public.

Objectifs:

Le but de la formation était de :

- renforcer les capacités des juges et du ministère public en matière d'enquêtes sur la criminalité économique et financière ;
- présenter des cas et exemples de bonnes pratiques basés sur l'expérience des autorités judiciaires des Etats membres du CdE.

Évaluation générale:

Le Parquet du Royaume du Maroc s'est rapproché de la Direction de la criminalité économique et de la coopération (ECCD) afin de bénéficier d'une formation sur la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent destinée aux juges et procureurs.

Résultats et conclusions :

Cette formation a contribué à renforcer les connaissances des participants sur le système judiciaire et d'avoir une vue d'ensemble en matière d'enquêtes sur la criminalité économique et financière. Les participants ont apprécié notamment les présentations sur les cas et exemples de bonnes pratiques basés sur l'expérience des autorités judiciaires d'autres pays. Ceci leur permettra d'appliquer les meilleures pratiques internationales dans la conduite des enquêtes sur le produit de la corruption et le blanchiment de ces produits.

Selon les formulaires d'évaluation, la plupart des participants ont constaté que les objectifs de la formation avaient été atteints.

Ordre du jour:

Voir ci-joint.

Evaluation par les participants :

Tableau 1 : Evaluation générale de la formation









